



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 25 juin 2021

Nos réf. : SHM/CF/NA n° 21-110

T:\UD 10 52\Activites\ICPE-52\1_Autorisation\PLASTIFER_Saint_Dizier\3_VI
2021_06_15_VI_CODAF\2021_06_25_LET_pour_exploitant(rap+APMD) VF.odt

Vos réf. : -

Affaire suivie par : Cyril FUSELIER

cyril.fuselier@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 25 30 21 54

Courriel : ud52.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Le directeur régional,

à

Monsieur le Directeur

**Société PLASTIFER
41, rue Victor Basch
52100 SAINT DIZIER**

RECOMMANDE AVEC AR N°1A 181 437 6369 0

Objet : Installation classée pour la protection de l'environnement - Visite d'inspection de votre établissement de SAINT DIZIER le 15 juin 2021

PJ : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

Monsieur le Directeur,

Je vous prie de trouver ci-joint le rapport de l'Inspection de l'environnement (installations classées) relatif aux constats effectués sur votre site sis 41, rue Victor Basch à SAINT DIZIER à l'occasion de la visite de contrôle du 15 juin 2021 réalisée dans le cadre d'un Comité Opérationnel Départemental Anti-Fraude (CODAF) à Saint-Dizier.

Je vous invite à en prendre connaissance avec attention.

Lors de la visite d'inspection objet de la présente lettre, il est apparu que les installations présentes sur le site ne respectaient pas la réglementation en vigueur.

Par conséquent, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le préfet de la Haute-Marne de vous mettre en demeure de respecter sous un mois les dispositions prévues :

- au I. de l'article 25 (Rétentions), à l'article 44 (Registre et traçabilité) et à l'article 41 (entreposage) de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 25 30 20 52 - Fax : 03 25 30 21 06

89 rue Victoire de la Marne - BP 2004

52901 CHAUMONT cedex 9

- au point 8 (certificat de destruction) de l'annexe 1 de l'arrêté du 02 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

Vous trouverez ci-joint le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Cette transmission a lieu conformément aux articles L. 514-5 et L. 171-6 du code de l'environnement. **Vous disposez d'un délai de 15 jours à réception de ce courrier pour faire part de vos observations à l'autorité administrative (préfet et inspection des installations classées) sur ce projet d'arrêté.**

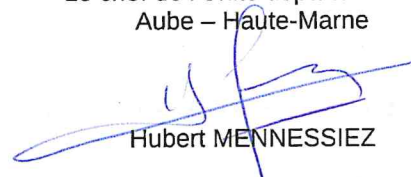
Passé ce délai et sans observation de votre part, monsieur le préfet signera cet arrêté en l'état avant de vous le notifier.

Par ailleurs, le contrôle de l'inspection des installations classées a mis au jour des éléments susceptibles de faire l'objet d'une mise en demeure au sujet des habilitations pour les personnels réceptionnant les véhicules, ainsi que des bordereaux de suivi des véhicules hors d'usage.

Vous disposez d'un délai de 15 jours pour transmettre les éléments justifiant du respect de ces prescriptions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le chef de l'Unité départementale
Aube – Haute-Marne



Hubert MENNESSIEZ